18 décembre 2025 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Micro-tendu du Président de la République à son arrivée au Conseil européen.

Juste pour dire que ce Conseil est extrêmement important pour nous, parce qu'il vient à un moment clé pour montrer que notre Europe peut continuer de protéger son territoire, ses citoyens, sa sécurité, son économie, son agriculture. Sur chacun de ces sujets, c'est la capacité de l'Europe à protéger.
D'abord, quant à la guerre en Ukraine, nous allons recevoir le président Zelensky après la réunion qui s'est tenue à Berlin en début de semaine, et sur ce sujet je veux ici redire l'importance d'immobiliser les actifs gelés russes. La décision a été prise, les Européens l'ont prise, et on s'est donné de la visibilité. Deuxièmement, nous avons maintenant besoin de donner de la visibilité aux Ukrainiens pour financer leur effort de guerre. C'est la décision que nous devons prendre. Il y a plusieurs options qui ont été mises sur la table par la Commission européenne et des discussions importantes qui ont été engagées pour utiliser ces actifs gelés russes. Je veux ici dire qu'on doit rassembler tout le monde, on trouvera une position qui permettra de décider, et c'est pour moi l'objectif de ce conseil. On doit donner de la visibilité à l'Ukraine. On doit permettre de continuer de mener l'effort de résistance, et nous devons être là en soutien pour construire une paix juste et durable. Donc, en même temps qu'on soutient, qu'on finance, qu'on donne cette visibilité, on continue les discussions, si elles sont sérieusement menées par la Russie. Ce dont nous pouvons légitimement douter après les derniers propos du président Poutine et de ses équipes.
Deuxième sujet, c'est évidemment sur l'économie. Je veux ici dire à nos agriculteurs qui manifestant, la clarté de la position de la France depuis le début. Sur le Mercosur, nous considérons que le compte n'y est pas et que cet accord ne peut pas être signé. Et c'est la même chose, c'est la cohérence de l'Europe, et c'est une Europe qui protège son agriculture et ses producteurs. Nous sommes pour échanger. La France est d'ailleurs une grande puissance agricole et agroalimentaire qui échange à travers le monde, qui exporte. Mais nous ne pouvons pas accepter de sacrifier la cohérence de notre agriculture, de notre alimentation, la sécurité alimentaire de nos compatriotes sur des accords qui ne sont pas encore finalisés. Nous avons, depuis le début, été très clairs. Nous, nous demandons ce qu'on appelle une clause de sauvegarde. Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est un frein d'urgence. Si on a des marchés qui sont déstabilisés, il faut pouvoir stopper les choses. La Commission a fait une proposition, le Parlement l'a améliorée, les discussions se sont encore tenues hier. Mais elles ne sont pas terminées, il n'y a même pas le vote. Donc ça n'est pas encore prêt mais on avance dans la bonne direction. Mais je veux avoir la vérité des prix et nos agriculteurs avec moi.
La deuxième chose, on veut la réciprocité. C'est très simple à comprendre, et je ne comprends même pas qu'il y ait de débat sur ce sujet. C'est que quand on a interdit des substances à nos agriculteurs, ce qui leur a demandé des efforts, quand on leur a dit qu'il ne faut plus utiliser tel pesticide, quand on leur a dit qu'il ne faut plus utiliser telle molécule pour produire, parce qu'il en va de la sécurité alimentaire de nos compatriotes. Ils ont fait cet effort. Ça leur a souvent coûté de l'argent, ça a rendu leur vie plus dure. Et aujourd'hui, on voudrait ouvrir notre marché à des gens qui ne respectent pas ces mêmes règles. C'est absurde. Personne ne peut comprendre ça. Donc on veut ces mesures de réciprocité, ce qu'on appelle ces clauses miroirs. La Commission a commencé à faire des propositions. Il y a des comités qui se réunissent en janvier. Je regarde les choses : on n'est pas prêts, le compte n'y est pas.
La troisième chose, on dit qu'il faut des contrôles. Parce qu'une fois qu'on a mis toutes ces règles, si on ne les contrôle pas dans nos ports, nos aéroports, quand ça arrive, on n'est même pas sûr que c'est respecté. Il y a des engagements qui ont été pris pour dire qu'au 1er janvier, on va les augmenter. Très bien, on va regarder. Donc vous voyez bien qu'au moment où nous nous parlons, nous ne sommes pas prêts. Le compte n'y est pas pour signer cet accord. Parce que je veux qu'on traite comme il se doit notre agriculture, on doit être respecté. Et nos agriculteurs qui ont déjà énormément de défis, et on le voit en France, mais c'est vrai dans d'autres pays, pour qui c'est si difficile et qui ont à se battre contre des épizooties. On a la dermatose en France qui touche beaucoup de nos éleveurs, pour qui j'ai une immense pensée ce matin. Beaucoup de nos secteurs qui ont déjà des difficultés. On ne peut pas aujourd'hui les sacrifier sur cet accord. Ça n'est pas sérieux. Donc je le dis très clairement, le compte n'y est pas. Parce que je veux une Europe qui protège, et qui protège aussi sa capacité à produire une alimentation de qualité et sa capacité à ne pas être attaquée de manière injuste par des produits qui viennent de l'extérieur.
C'est exactement la même chose, la protection qu'on va défendre ensuite quand on parlera de notre

budget. On aura une première discussion sur le budget. On va parler de notre politique agricole commune, de notre capacité à investir sur les technologies d'avenir, c'est-à-dire avoir une Europe forte, indépendante en matière technologique et industrielle. Puis ce soir, on parlera de géoéconomie, et je défendrai aussi les positions que j'ai pu exprimer dans la relation entre l'Europe et la Chine en disant, nous, nous avons un triple agenda. On doit avoir une Europe qui simplifie, qui est plus compétitive, une Europe qui innove beaucoup plus, ça fera partie d'ailleurs des choix budgétaires. On veut investir davantage dans les grandes innovations, mais il faut aussi une Europe qui se protège mieux. Regardez la situation aujourd'hui de l'Europe, dans la machine-outil, dans la voiture, dans la chimie. Nous avons aujourd'hui les attaques, par un dumping d'une part, par aussi des coûts de l'énergie qui sont totalement décorrélés du reste du monde, qui font que notre base industrielle est en train d'être menacée parce qu'on a une Europe qui est trop ouverte à tous les vents.
On commence à réagir, les clauses de sauvegarde sur l'acier, ce qui est fait là sur l'automobile, qui a un vrai succès et une vraie avancée. Je salue les décisions de la Commission et les propositions de la Commission sur l'automobile parce qu'elles mettent pour la 1re fois dans notre histoire, la préférence européenne. C'est une vraie avancée. C'est quelque chose que la France a poussé et qu'on veut consolider. Mais c'est exactement ce qu'on veut aussi faire avec la Chine, c'est-à-dire de la préférence européenne et du coup pousser la Chine à faire des investissements directs en Europe si elle veut participer à notre base, mais protéger davantage notre industrie.
En tout cas, vous le voyez, en cette fin d'année, ce Conseil européen, au fond, c'est un Conseil qui continue de nous faire avancer sur une forme de réveil stratégique. Notre Europe doit être une puissance. Pour être une puissance, elle doit être plus indépendante, plus souveraine, et elle doit mieux se protéger : sur le plan de la sécurité et de la défense en Ukraine, sur le plan de son économie, l'industrie comme l'agriculture, et sur le plan de son avenir.
Journaliste
Allez-vous obtenir un report de la signature de l’accord Mercosur ? Êtes-vous confiant ?
Emmanuel MACRON
C'est mon objectif. Nous avons beaucoup travaillé ces derniers jours, ces dernières semaines avec nos amis polonais, italiens, avec aussi les Belges, les Autrichiens, les Irlandais, plusieurs autres. On a aussi expliqué. Puis on s'est engagés, mais je pense que personne ne peut faire comme s'il ne se passait rien. Et personne, ne peut ignorer ce que je viens de vous dire. Donc oui, la France a une position claire. Le compte n'y est pas, nous ne sommes pas prêts à signer, et nous demandons que le travail continue pour que les choses soient faites sérieusement. Pour que notre agriculture soit respectée, pour que la sécurité alimentaire de nos compatriotes partout en Europe soit respectée, et pour qu'on soit cohérents.
Journaliste
Il y a un mois au Brésil, vous nous disiez que vous étiez plutôt positif, que les clauses de sauvegarde négociées par la Commission européenne vous semblaient aller dans le bon sens. Qu’est-ce qui a changé depuis ?
Emmanuel MACRON
Non, je vous ai dit : “je salue les avancées, mais je reste vigilant”. Je viens de vous les rappeler, ces avancées.
Journaliste
Si elles se confirment, la France signera ?
Emmanuel MACRON
Je vous dis juste, le compte n'y est pas. Donc on nous dit, il faut signer maintenant : non, il n'y a pas de chèque en blanc. Il n'y a pas de chèque en blanc. Je dis exactement ce que je viens de détailler, c'est-à-dire qu'il y avait des clauses de sauvegarde qui avaient été présentées. Elles ne sont pas finalisées. Elles ne sont pas encore votées, et elles ne sont pas présentées et partagées avec les Etats du Mercosur. Donc moi, je suis très précis. On a mis sur la table des conditions qui sont des conditions qu'on a expliquées à nos agriculteurs, qui sont des conditions cohérentes, qui nous permettent de dire : si les marchés sont déstabilisés, on a un frein d'urgence. Ce qu'on vous a imposé, on va l'imposer à nos importations, et on fera des contrôles. Si on ne respecte pas ça, ce que tout le monde peut comprendre, on ne peut pas signer.
Journaliste
Pour être bien clair, si ses clauses sont là, on signera ?
Emmanuel MACRON
Oui, mais on n'y est pas.
Journaliste
La commission a présenté des mesures la semaine dernière, on a l’impression que ce n’est jamais suffisant pour la France ?
Emmanuel MACRON
Non, mais pardon. D'abord, je regrette qu'on ait présenté si tard. Mais on me dit, les contrôles vont commencer en janvier. J'attends janvier. On me dit, il va y avoir des clauses miroirs : formidable, c'est le début. Mais le comité se réunit en Janvier, j’attends le comité de janvier. Et vous savez, moi, j'ai un bon sens un peu paysan. C'est-à-dire que personne n'achète avec un chèque en blanc. Donc je

constate les avancées, ça a été rappelé par vos collègues, je ne suis pas ingrat. Je dis, il y a des choses qui sont faites. La commission a fait des avancées, mais le compte n'y est pas. Donc comme les gens nous disent, je verrai ce qui avance, mais je verrai ce qui avance.
Journaliste
Vous signerez en Janvier ? Lula dit “c’est Samedi ou jamais”.
Emmanuel MACRON
Je ne fais pas de politique fiction. Je vous dis où je suis. Je tiens ma parole. J'ai dit des choses à nos agriculteurs. J'ai dit les mêmes choses ici à la Commission européenne et à mes collègues. On a une position claire. Et vous le savez, je crois dans notre Europe. J'aime l'Europe. Je pense que l'Europe, c'est une chance formidable, et c'est une chance pour l'agriculture française. Mais je n'aime pas que les choses soient imprécises, et je n'aime pas qu'on balade les gens. Donc je ne vais pas balader nos agriculteurs.
Journaliste
Ursula von der Leyen s’est trop avancée ?
Emmanuel MACRON
Non, elle fait le travail, mais simplement, on doit tous constater qu'il n'a pas été au bon rythme. Donc nous n'y sommes pas, le compte n'y est pas. Et quand on me dit “il va y avoir un comité en janvier, le vote sera en janvier, ce sera présenté en Janvier”, je dis, attendons Janvier. Je verrai ce qu'il y a.
Journaliste
Si les instances européennes avancent quand même avec un vote, est-ce que vous dites qu’il y a une minorité de blocage donc ce sera non ?
Emmanuel MACRON
On le constatera. En tout cas, si aujourd'hui, il y a une volonté de passage en force, alors qu'on n'a pas de la visibilité sur tout ça, je vous le dis très clairement : la France s'opposera.
Journaliste
Les clauses de sauvegarde, vous les avez vues, lues, connues. Elles ne vous semblent pas assez suffisantes, c'est juste qu'il faut les confirmer ?
Emmanuel MACRON
Non. Les clauses de sauvegarde ont été améliorées par le Parlement hier. Ensuite, il y a eu ce qui s'appelle un trilogue qui a permis de consolider. Elles sont plus solides qu'au début. C'est-à-dire que ce qui a été acté hier, c'est que s’il y a une variation de prix de 8 % sur 3 ans, et c'est très important, cette période de 3 ans, parce qu'avant, c'était 10 % chaque année. Donc ça pouvait, vous voyez, très vite être déstabilisé. Là, c'est 8 % sur 3 ans, premièrement.
C'est regarder à l'échelle de chaque État, deuxième acquis. Et troisièmement, les filières professionnelles peuvent saisir pour activer ce mécanisme. Donc, on a beaucoup amélioré. Mais ce que je dis, c'est qu'il n'est pas passé au Parlement. Donc il faut qu'il soit voté, puis il faut qu'il soit présenté, accepté par les États du Mercosur. Donc j'essaie de faire les choses avec méthode et avec honnêteté. Il faut qu'on soit honnête collectivement. Voilà.
Journaliste
Madame Meloni est d’accord avec vous ?
Emmanuel MACRON
On en a beaucoup parlé ces derniers jours. Elle considère aussi que les choses ne sont pas prêtes, en effet, aujourd'hui, pour être votées. Et donc c'est ce qui me permet d'avoir plutôt une réponse positive à la question de votre collègue.
Journaliste
Sur les soutiens financiers à l'Ukraine, est-ce que vous voyez une solution ? Les Belges continuent de s'opposer. Ils disent que le texte qu'ils ont vu jusqu'à ce matin ne leur va pas. Quelle peut être l'issue ?
Emmanuel MACRON
La Commission européenne, dont c'est le rôle, a fait plusieurs propositions techniques. Je veux ici dire qu'on doit trouver avec calme, respect les uns des autres, la bonne solution. Ce qui est le plus important, c'est que nous partageons tous le même objectif : aider l'Ukraine à financer son effort de guerre et à résister. Et donc, nous y arriverons. En Européens, nous avons sécurisé l'immobilisation de ces actifs gelés. C'est une très bonne chose, ça s'est fait. Maintenant, on doit sécuriser un financement par un prêt, on va trouver la solution technique. Et donc, il ne faut pas se diviser sur des modalités techniques. Il faut que chacun soit respecté et entendu. Donc, on va avoir la discussion avec notre collègue belge, avec tous nos collègues. Moi, je veux que le travail soit collectif, apaisé. Mais je suis confiant sur le fait qu'on va trouver une solution, parce que les Européens sont unis dans cette volonté de poursuite.

Journaliste
Il faut une solution aujourd’hui ?
Emmanuel MACRON
Oui, il faut une solution à ce Conseil, et on la trouvera.
Journaliste
Question about Ukraine, and what are your expectations of the new government in Iraq ?
Emmanuel MACRON
Sorry, first I will start with the second question. I will reiterate my support to the Iraqi people. And I do hope for the stability and the sovereignty of Iraq, and this is our agenda.
Second, for Ukraine, our willingness here during this Council is to deliver a package of financing in order to provide visibility. And it's very important that we find the right compromise, and I'm confident that we will find it. But the position of the Europeans is very clear. We support Ukraine in these war efforts. We want to provide visibility to Ukraine, and we do support a robust and solid peace. This is why we will follow up the negotiations in parallel, and we will finalize the work as well of the Coalition of the willing.
Merci beaucoup Messieurs, Mesdames. Bon courage.